

Extrait du Spyworld Actu

<https://www.spyworld-actu.com/spip.php?article14358>

Cassidian vise le milliard d'euros dans la cybersécurité

- Informatique - Sécurité Informatique -



Date de mise en ligne : mercredi 12 janvier 2011

Spyworld Actu

La filiale défense d'EADS veut s'imposer face aux américains Northrop Grumman, General Dynamics et Symantec.

La scène se passe au Moyen Orient. L'alerte rouge se déclenche silencieusement sur le panneau de surveillance de la raffinerie. Le constat est sans appel : plusieurs valves de sécurité ont sauté. Il faut intervenir. « Mais vous faites exploser votre raffinerie si vous appliquez la procédure de sécurité. Car contrairement à ce qu'indique le panneau, les valves sont bien fermées. Nous en avons fait la démonstration récemment à un client potentiel en prenant le contrôle du système de sécurité d'une raffinerie », explique Hervé Guillou, président de Cassidian Systems, une des trois divisions de la filiale défense d'EADS.

Cette dernière s'est lancée voici dix huit mois sur le marché de la cybersécurité ou sécurité numérique. Car les entreprises sont de plus en plus vulnérables. Elles sont la cible d'attaques informatiques et de pirates. Des logiciels espions permettent de voler de l'information. Des programmes sont capables de détruire des informations. La Banque centrale de Russie fait l'objet de 3 000 tentatives par jour. Le sujet s'impose au plus haut niveau politique puisque la cybersécurité a été évoquée par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel lors du sommet franco-allemand le 10 décembre dernier.

« Nous avons regroupé toutes les compétences d'EADS en matière de cybersécurité dans un unique centre de compétences qui possède trois antennes en France, en Grande-Bretagne et en Allemagne. Nous avons également une filiale aux Etats-Unis », poursuit Hervé Guillou. Cassidian Systems a également acquis en septembre dernier le cabinet de conseil britannique Regency qui a reçu l'agrément du ministère britannique de la défense.

Cassidian Systems vise 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires à l'horizon 2015-2020 contre 100 millions d'euros en 2010. Soit en comptant sur ses propres forces. Soit par acquisitions. Car le marché de la sécurité informatique qui représente plusieurs dizaines de milliards de dollars, est encore à défricher. Mais la concurrence est rude. Le groupe européen affronte aussi bien des sociétés spécialisées comme les français Arkoon et netAsq, de grands groupes comme Cap Gemini et les américains Northrop Grumman, Lockheed Martin, General Dynamics, Symantec ou McAfee.

Les 400 collaborateurs spécialisés dans la cybersécurité de Cassidian Systems ont développé de nombreuses offres. Par exemple, « un cockpit sécurité » baptisé Cymerius qui protège les systèmes d'information embarqués de la Marine française et assure également la surveillance et la gestion des incidents de sécurité du ministre britannique de la Défense.

Ils ont mis au point un produit de simulation baptisé Hotsim pour la formation de personnels informatiques afin qu'ils soient capables de réagir en cas d'attaques informatiques. Depuis 2000, la filiale d'EADS forme depuis 2000 les militaires de l'US Air Force.

Alors que l'affaire Renault illustre avec éclat les risques d'espionnage économique auxquels sont confrontées les entreprises, la filiale du géant franco-allemand propose également une solution baptisée Moseo pour protéger les informations que contiennent les ordinateurs portables des cadres et des ingénieurs quand ils voyagent.

Cassidian Systems est aussi décidé à jouer les premiers rôles sur le marché de la protection des fichiers de la sécurité sociale, des impôts, ou encore de la police et du ministère de la Justice. « On assiste à une concentration de

Cassidian vise le milliard d'euros dans la cybersécurité

gros serveurs qu'il faut protéger », observe Hervé Guillon. L'entreprise espère bénéficier d'une partie de l'argent du grand emprunt pour développer de nouveaux produits. Elle a présenté plusieurs projets. L'Agence nationale de la recherche, le CNES ainsi que le CEA sélectionnent les élus.

Post-scriptum :

<http://www.lefigaro.fr/societes/201...>